SCIENCES PO

Mondes

Amérique latine, les élections contre la démocratie ?

Sous la direction de

Olivier Dabène

SCIENCES PO

LES PRESSES

Extrait de la publication

Amérique latine, les élections contre la démocratie ?

Extrait de la publication

SCIENCES PO
Mondes

Amérique latine, les élections contre la démocratie ?

Sous la direction de
Olivier Dabène

Extrait de la publication

SCIENCES PO
LES PRESSES

Catalogage Électre-Bibliographie (avec le concours de la Bibliothèque de Sciences Po)
Amérique latine, les élections contre la démocratie ? / sous la direction de Olivier Dabène – Paris : Sciences Po, les Presses, 2007.
ISBN 978-2-7246-1039-0
RAMEAU :
– Présidents : Amérique latine : Élection : 1990-....
– Élections : Amérique latine : 1990-....
– Sociologie électorale : Amérique latine : 1990-....
– Amérique latine : Politique et gouvernement : 1990-....
DEWEY :
– 324.6 800 : Histoire et géographie des élections – Amérique du Sud

Public concerné : public intéressé

La loi de 1957 sur la propriété intellectuelle interdit expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée).
Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

© 2007, PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Extrait de la publication

ISBN - version PDF : 9782724682700

Table des matières

Ont contribué à cet ouvrage 9

Introduction / **LES ÉLECTIONS CONTRE LA DÉMOCRATIE ? L'ANNÉE 2006 EN PERSPECTIVE** 11
Olivier Dabène
- L'hypothèse des élections contre la démocratie 16
- Une géographie électorale particulière 34
- L'internationalisation des élections 36

I - VOTER EN AMÉRIQUE LATINE EN 2006

Chapitre 1 / **PRATIQUES PARTISANES ET LOI ÉLECTORALE AU BRÉSIL** 41
Camille Goirand
- Les facteurs de structuration des alliances électorales 46
- Le PT dans le Pernambouc 57
- L'impossible réforme électorale 70
- Annexes 72

Chapitre 2 / **LES DÉCISIONS DES PARTIS ET LEURS COALITIONS DANS LE CHILI DÉMOCRATIQUE** 79
Leticia M. Ruiz Rodríguez
- Une perspective historique des coalitions 81
- Quelques réflexions sur le système électoral chilien 84
- La configuration de la dynamique coalitionnaire 95
- La réforme retardée 102

Chapitre 3 / **DÉGEL ET RADICALISATION EN COLOMBIE** 105
Francisco Gutiérrez Sanín
- Le dégel 106
- Une radicalisation sans polarisation 119
- Un nouveau clivage centre-périphérie ? 128

Extrait de la publication

Chapitre 4 / **ÉLECTIONS SERRÉES DANS DES CONTEXTES POLARISÉS** 131
Willibald Sonnleitner
- Des élections disputées aux résultats contestés 132
- Des sociétés *divisées*, ou des sociétés *fragmentées* ? 142
- Les défis de l'incertitude démocratique 156

Chapitre 5 / **LE PHÉNOMÈNE HUMALA** 161
Carmen Rosa Balbi Scarneo
- Le gouvernement Toledo et la période préélectorale 162
- Les problèmes liés à la croissance 162
- Le retour de l'*outsider* 165
- L'entrée d'Ollanta Humala sur la scène électorale 168
- La pauvreté au Pérou et le « phénomène Humala » 172
- Le triomphe d'Alan García 178
- Élections régionales et municipales 178
- Crises et ressentiment 179

II - ÉLECTIONS ET GOUVERNABILITÉ DU NATIONAL À L'INTERNATIONAL

Chapitre 6 / **NOUVELLE CONSTELLATION DE POUVOIR EN BOLIVIE** 183
Jorge Lazarte R.
- Gouvernabilité et conflits sociaux 184
- Ingouvernabilité sociale en démocratie 187
- La « révolte d'octobre » et l'issue électorale 191
- Le tournant historique de 2005 194
- Le système de « parti dominant » 198
- Le retour de l'ingouvernabilité ? 205

Chapitre 7 / **POPULISME RELIGIEUX ET INGOUVERNABILITÉ EN ÉQUATEUR** 215
Flavia Freidenberg
- Le contexte électoral 217
- Le triomphe de l'antipolitique 222

• Les effets des résultats sur la compétition interpartisane 225
• Le revers des partis traditionnels 230
• Les effets des résultats sur la gouvernabilité 234
• Prévalence de la continuité ou des changements 236

Chapitre 8 / **ÉLECTIONS ET POLARISATION AU MEXIQUE** 237
Alberto Aziz Nassif
• Comment cette élection s'est-elle construite ? 238
• La crise postélectorale 249

Chapitre 9 / **LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE BRÉSILIENNE** 261
Sebastião C. Velasco e Cruz et Ana Maria Stuart
• Continuité et discontinuité de la politique étrangère brésilienne 263
• La politique étrangère de l'opposition 272
• Nouveau contexte international, nouveaux défis 281
• Le pari de Lula 287

Chapitre 10 / **LES ENJEUX INTERNATIONAUX DES ÉLECTIONS MEXICAINES** 289
David Recondo
• Enjeux et influences de l'extérieur 290
• Les politiques étrangère et énergétique dans la campagne 291
• Les acteurs extérieurs : des élections sous haute surveillance 298
• L'impact géopolitique des élections 306
• Continuité et changement 308

Chapitre 11 / **POLITIQUE EXTÉRIEURE ET DÉMOCRATIE AU VENEZUELA DE CHÁVEZ** 309
Carlos A. Romero
• Aux origines du projet chaviste 310
• Une politique étrangère différente 315
• Le thème de la démocratie 322
• Une nouvelle carte géopolitique 325

Extrait de la publication

Conclusion / **2006 : ANCIENS ET NOUVEAUX ÉLUS** 331
Georges COUFFIGNAL
- La vitalité de la démocratie 332
- La transformation des comportements électoraux 338
- À la recherche d'une nouvelle forme de démocratie ? 345

Postface / **ÉLECTIONS ET CAPITAL POLITIQUE EN AMÉRIQUE LATINE** 349
Fernando CARRILLO FLÓREZ
- La notion de capital politique 350
- La politique et le capital politique 351
- État, capital politique et démocratie 352
- Les vulnérabilités du capital politique étatique 354
- Institutions et capital politique 355
- Capital politique et politique sociale 357
- Où investir le capital politique ? 359
- La clé : les partis politiques 360
- Consolider une démocratie de droits 361

Bibliographie 363

Table des documents 379

Extrait de la publication

Ont contribué à cet ouvrage

Alberto AZIZ NASSIF, professeur-chercheur au Ciesas (Centre de recherches et d'études supérieures en anthropologie sociale), Mexico.

Carmen Rosa BALBI SCARNEO, professeur à l'Université catholique de Lima.

Fernando CARRILLO FLÓREZ, conseiller principal de la Représentation en Europe de la BID (Banque interaméricaine de développement), Paris.

Olivier DABÈNE, professeur des universités en science politique à Sciences Po.

Camille GOIRAND, maître de conférences en science politique à l'Institut d'études politiques de Lille, chercheuse associée au Ceraps (Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales de l'Université Lille-2).

Georges COUFFIGNAL, professeur des universités en science politique à l'Université de la Sorbonne-Nouvelle-Paris-III, directeur de l'Iheal (Institut des hautes études de l'Amérique latine).

Flavia FREIDENBERG, maître de conférences en science politique à l'Université de Salamanque.

Francisco GUTIÉRREZ SANÍN, chercheur à l'Iepri (Institut d'études politiques et de relations internationales) de l'Université nationale de Colombie.

Jorge LAZARTE R., professeur à l'Université catholique de Bolivie, membre de l'Assemblée constituante de Bolivie.

David RECONDO, chercheur au CERI (Centre d'études et de recherches internationales de Sciences-Po).

Carlos A. ROMERO, professeur de science politique à l'Université centrale du Venezuela.

Leticia M. RUIZ RODRÍGUEZ, maître de conférences en science politique à l'Université de Salamanque.

Willibald SONNLEITNER, professeur-chercheur au Colegio de México (ColMex).

Ana Maria STUART, professeure de relations internationales à l'Université de l'État de São Paulo (Unesp), membre du Gacint (Groupe d'analyse de conjoncture internationale) de l'Université de São Paulo (USP).

Sebastião C. VELASCO E CRUZ, professeur de science politique et de relations internationales à l'Université d'État de Campinas (Unicamp).

Extrait de la publication

Introduction

LES ÉLECTIONS CONTRE LA DÉMOCRATIE ? L'ANNÉE 2006 EN PERSPECTIVE

Olivier DABÈNE

« Representative institutions are of little value,
and may be a mere instrument of tyranny or intrigue,
when the generality of electors are not sufficiently interested
in their own government to give their vote, or, if they vote at all,
do not bestow their suffrages on public grounds, but sell them for money,
or vote at the beck of some one who has control over them,
or whom, for private reasons, they desire to propitiate.
Popular election thus practised, instead of a security against
misgovernment, is but an additional wheel in its machinery.[1] »

Depuis le passage à la démocratie de la plupart des pays d'Amérique latine il y a une vingtaine d'années, le continent connaît régulièrement des poussées de fièvre électorale, à la faveur de la coïncidence des calendriers électoraux. Avant 2006 cependant, jamais dans l'histoire du continent une vague d'élections n'avait atteint une telle ampleur. Seuls trois pays n'ont pas voté entre octobre 2005 et

1. *John Stuart Mill,* Considerations on Representative Government, *New York (N. Y.), Prometheus Books, 1991, p. 16 [1e éd. 1861].*

décembre 2006[2]. Les vagues d'élections s'offrent toujours aux regards gourmands des politistes comparatistes comme des révélateurs. Avides de fixer des repères historiques où semblent se jouer des inflexions politiques importantes, ils chercheront à dégager des tendances générales, à mettre au jour des singularités et des contrastes, ou à dévoiler des effets de contagion.

De ce point de vue, l'année 2006 s'annonçait passionnante, dans la mesure où l'occasion était donnée aux Latino-américains de confirmer, infléchir ou enrayer le très commenté « virage à gauche » amorcé avec l'élection de Hugo Chávez au Venezuela en 1998, puis accentué par celles de Luiz Inácio Lula da Silva au Brésil (2002), Nestor Kirchner en Argentine (2003) et Tabaré Vázquez en Uruguay (2004). Au-delà, les électeurs des deux tiers des pays du continent étaient appelés à se prononcer sur de véritables choix de société, dans un contexte marqué par des hésitations sur le modèle de développement à suivre, au sortir d'une décennie 1990 dominée par le consensus de Washington. Les politiques d'ajustement d'inspiration néolibérale doivent-elles être radicalement remises en cause ou donner lieu à de simples ajustements ? Sur le plan extérieur, d'insistantes interrogations circulaient sur l'avenir des relations interaméricaines. L'affirmation du continent sur la scène internationale doit-elle passer par un affrontement avec les États-Unis ou par une négociation entre partenaires ? Telles étaient au fond les questions que la plupart des observateurs s'attendaient à voir dominer les débats électoraux, et il semblait raisonnable d'imaginer que les candidats se positionneraient sur un axe gauche-droite, borné à ses extrémités par deux présidents en quête de réélection : le vénézuélien H. Chávez, chantre de la rupture avec le néolibéralisme et désireux d'en découdre avec les États-Unis, et le colombien Alvaro Uribe, défendant l'économie de marché et le « plus fidèle allié » des États-Unis dans la région. Entre les deux, un troisième favori à sa propre succession, le brésilien Lula, se situerait, pensait-on, au centre gauche, avec ses politiques redistributives à grande échelle sans dérapages inflationnistes et sa diplomatie de défense des intérêts nationaux sans confrontation.

2. L'Uruguay, le Panama et le Guatemala (voir tableaux 1 et 2). Seules les onze élections présidentielles sont prises en compte dans cet ouvrage (toutes sauf Haïti). Le lecteur est invité à se reporter aux fiches synthétiques de présentation des élections disponibles sur le site Internet des Presses de Sciences Po (http://www.pressesdesciencespo.fr) et sur le site de l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes, rubrique Élections (http://www.opalc.org).

Extrait de la publication

Tableau 1 : Le cycle électoral 2006

	Date	Type d'élection
Argentine	23 octobre 2005	Législatives
Honduras	27 novembre 2005	Générales
Venezuela	4 décembre 2005	Législatives
St Vincent-Grenadines	7 décembre 2005	Générales
Chili	11 décembre 2005 et 15 janvier 2006	Présidentielles et législatives
Bolivie	18 décembre 2005	Présidentielles et législatives
Costa Rica	5 février 2006	Présidentielles et législatives
Haïti	7 février 2006	Présidentielles et législatives
Colombie	12 mars 2006	Législatives
Salvador	12 mars 2006	Législatives et locales
Pérou	9 avril et 4 juin 2006	Présidentielles et législatives
Colombie	28 mai 2006	Présidentielles
Rép. dominicaine	16 mai 2006	Législatives et municipales
Bolivie	2 juillet 2006	Élections pour une Assemblée constituante
Mexique	2 juillet 2006	Présidentielles, législatives, régionales et locales
Guyane	28 août 2006	Générales
Brésil	1er octobre et 29 octobre 2006	Présidentielles, législatives, postes de gouverneur
Équateur	15 octobre et 26 novembre 2006	Présidentielles et législatives
Nicaragua	5 novembre 2006	Présidentielles et législatives
Paraguay	9 novembre 2006	Municipales
Venezuela	3 décembre 2006	Présidentielles

Sources : www.opalc.org.

Extrait de la publication

Tableau 2 : Les 11 élections présidentielles : vainqueurs, partis et tendances

	Candidat vainqueur	Parti politique	Tendance
Honduras	Manuel Zelaya	Parti libéral du Honduras (PLH)	Centre
Chili	Michelle Bachelet	Concertation (Parti socialiste)	Gauche modérée
Bolivie	Evo Morales	Mouvement vers le socialisme (MAS)	Gauche radicale
Costa Rica	Oscar Arias	Parti de libération nationale (PLN)	Centre gauche
Pérou	Alan García	Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA)	Centre gauche
Colombie	Alvaro Uribe	La Colombie en premier	Droite
Mexique	Felipe Calderón	Parti d'action nationale (PAN)	Droite
Brésil	Lula	Parti des travailleurs (PT)	Gauche modérée
Équateur	Rafael Correa	Alliance pays	Gauche radicale
Nicaragua	Daniel Ortega	Front sandiniste de libération nationale (FSLN)	Gauche radicale
Venezuela	Hugo Chávez	Mouvement Ve République (MVR)	Gauche radicale

Sources : www.opalc.org.

Le bilan de l'année électorale, dressé lors du colloque *L'Amérique latine aux urnes*[3], a permis d'aller bien au-delà d'un simple positionnement des pays sur un axe gauche-droite. Globalement, les élections ont réservé peu de surprises, hormis la défaite d'Andrés Manuel López Obrador au Mexique. Comme attendu, en dépit de ce faux pas mexicain, la gauche apparaît renforcée au terme de ce cycle électoral, avec les réélections de H. Chávez et Lula, et les victoires de Evo Morales, Michelle

3. Paris, CERI-IHEAL-Maison de l'Amérique latine, 14-16 décembre 2006. Colloque organisé avec le soutien de la Banque interaméricaine de développement (BID) et dont sont issues les contributions présentées dans cet ouvrage. Voir aussi le numéro spécial de la revue Visages d'Amérique latine *sur les élections (décembre 2006), sur Internet à l'adresse suivante : http://www.visagesameriquelatine.org.*

Bachelet, Rafael Correa et Daniel Ortega. Toutefois, les différences à l'intérieur de cette gauche l'emportent sur les ressemblances et, dans certains pays, les clivages partisans sont plus que flous. Que dire en effet du Costa Rica et du Pérou, où les vainqueurs, deux anciens présidents des années 1980 dont les partis sont membres de l'Internationale socialiste, ont été débordés sur leur gauche par des candidats radicaux ? Les catégories droite-gauche ne sont pas les meilleures entrées pour donner du sens aux processus politiques latino-américains.

Saisir la complexité et éviter de caricaturer les évolutions politiques en cours, tels étaient en tout cas nos objectifs lorsque nous avons créé en novembre 2005 à Sciences Po un Observatoire des élections, sous la forme d'un site Internet[4], destiné à scruter, commenter et analyser les douze élections présidentielles que l'Amérique latine s'apprêtait à organiser en un peu plus d'un an. Cet Observatoire ambitionnait de permettre à un groupe de chercheurs et d'étudiants de chroniquer et analyser en temps réel les élections, et de mieux préparer ainsi le colloque *L'Amérique latine aux urnes* et cet ouvrage qui en est issu. Mais l'ambition de cet Observatoire était aussi d'appréhender cette année électorale comme un miroir grossissant des problèmes de consolidation et d'approfondissement de la démocratie en Amérique latine. Et, ce faisant, de tester des hypothèses, dont un certain nombre avaient été abordées et discutées lors d'un colloque sur le renouvellement du personnel politique, organisé au Centre d'études et de recherches internationales (CERI) par David Recondo en décembre 2004[5], et plus encore dans le cadre du *workshop* du European Consortium for Political Research (ECPR) « Élections et démocratie en Amérique latine », que nous avions coordonné avec Fátima García à Grenade en avril 2005[6].

Nous nous proposons, dans cette introduction, de poursuivre cette discussion à la lueur des analyses développées dans cet ouvrage, avant de dégager deux singularités des processus électoraux de 2006.

4. Devenu aujourd'hui l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes (http://www.opalc.org). Les fiches synthétiques de présentation des élections (disponibles sur le site Internet des Presses de Sciences Po : http://www.pressesdesciencespo.fr et sur celui de l'Opalc) de cet ouvrage ont été élaborées par les différents « observateurs ». Je rends hommage au travail remarquable réalisé pendant un an par le groupe, et particulièrement par le webmaster, Patricio Scaff, sur qui je sais pouvoir toujours compter.
5. Voir sur Internet à l'adresse suivante : http://www.ceri-sciencespo.com.
6. Voir sur Internet à l'adresse suivante : http://www.essex.ac.uk.

Extrait de la publication

L'hypothèse des élections contre la démocratie

Pour rassembler de façon brutale et quelque peu provocante ces hypothèses, je dirai qu'après avoir constitué une condition nécessaire à l'installation des démocraties, voire pour certains analystes une condition suffisante, les élections joueraient à présent contre la démocratie, dans la mesure où elles alimenteraient une spirale de la déception. La profonde insatisfaction vis-à-vis des performances de la démocratie, systématiquement mesurée depuis 1995 par les Latinobaromètres[7], se convertirait en comportements électoraux dont les caractéristiques seraient dysfonctionnelles pour la qualité[8] et la stabilité de la démocratie. Les électeurs latino-américains adopteraient en quelque sorte le type de comportement dénoncé par John Stuart Mill il y a plus de cent cinquante ans, et qui consolide le *misgovernment*.

Dans la majorité des pays, les soutiens à la démocratie ont diminué entre 1996 et 2004, et ils ont même brutalement chuté au Nicaragua, au Paraguay, en Bolivie, au Pérou ou au Guatemala. Ces soutiens ont certes connu une modeste progression en 2005-2006, mais la déception reste palpable alors même que la situation économique du continent est paradoxalement très favorable[9].

7. Quels que soient par ailleurs les doutes que l'on peut nourrir sur cet exercice de mesure, car peu importe pour notre propos que la déception concerne la démocratie ou les gouvernements. On trouvera une excellente mise au point dans Andreas Schelder et Rodolfo Sarsfield, Democrats with Adjectives : Linking Direct and Indirect Measures of Democratic Support, *Afro Barometer, Working paper, 45, novembre 2004.*

*8. La littérature est à présent abondante sur le thème de la qualité de la démocratie. Parmi les cinq éléments de définition souvent retenus – décision électorale, participation, sensibilité à la volonté populaire (*responsiveness*), reddition de compte (*accountability*) et souveraineté –, nous ne prenons en compte ici que les deux premiers (voir notamment Daniel Levine et José Enrique Molina, « La calidad de la democracia en América Latina : una visión comparada »,* América Latina Hoy, *45, 2007). Par rapport à cette littérature, nous introduisons des variables plus qualitatives concernant le type de comportement électoral (sous-hypothèse 1).*

9. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine (Cepal), le produit intérieur brut (PIB) par habitant a progressé de 16 % dans la région entre 2003 et 2007, après avoir stagné pendant vingt ans (Cepal, Balance preliminar de las economías de América latina y el Caribe 2006, *Santiago du Chili, Cepal, 2007). De même, toujours selon la Cepal, la pauvreté a reculé en 2005 pour la troisième année consécutive, ce qui ne s'était pas produit depuis vingt-cinq ans, et l'Uruguay, le Panama et le Brésil sont parvenus à réduire les inégalités (Cepal,* Panorama social de América latina 2006, Santiago du Chili, Cepal, 2007*).*

Extrait de la publication

*Tableau 3 : Appui à la démocratie selon les Latinobaromètres**

	1996	2004	1996-2004
Nicaragua	59 %	39 %	– 20
Paraguay	59 %	39 %	– 20
Bolivie	64 %	45 %	– 19
Pérou	63 %	45 %	– 18
Guatemala	51 %	35 %	– 16
Colombie	60 %	46 %	– 14
Costa Rica	80 %	67 %	– 13
Panama	75 %	64 %	– 11
Brésil	50 %	41 %	– 9
Argentine	71 %	64 %	– 7
Équateur	52 %	46 %	– 6
El Salvador	56 %	50 %	– 6
Uruguay	80 %	78 %	– 2
Mexique	53 %	53 %	0
Chili	54 %	57 %	+ 3
Honduras	42 %	46 %	+ 4
Venezuela	62 %	74 %	+ 12
Amérique latine	61 %	53 %	– 8

* % des interviewés d'accord avec la phrase : « La démocratie est préférable à toute autre forme de régime ».

Sources : http://www.latinobarometro.org.

L'hypothèse générale des élections contre la démocratie peut être désagrégée en un certain nombre de sous-hypothèses susceptibles d'être testées. Nous les regrouperons autour de trois entrées : comportement électoral, offre politique et institutions.

Dans la suite de cette introduction, nous nous emploierons à tester ces hypothèses, en fonction d'indicateurs que nous admettons discutables, et en mêlant des enseignements tirés des analyses développées dans cet ouvrage et des appréciations personnelles.

Extrait de la publication

Tableau 4 : Trois sous-hypothèses

Sous-hypothèse 1 Comportement électoral	Sous-hypothèse 2 Offre politique	Sous-hypothèse 3 Institutions
Dans un contexte de déception vis-à-vis de la démocratie, les comportements électoraux se caractériseraient soit par une désertion croissante (non-inscription, abstention, vote blanc ou nul), soit par un abandon à la rhétorique néopopuliste (vote de délégation à un leader charismatique), soit par un vote de protestation (*voto bronca*) amenant de fréquentes alternances.	Ces comportements se verraient confortés par une crise de l'offre politique, c'est-à-dire à la fois par une incapacité à articuler une alternative crédible, par un discrédit des personnels politiques, et donc l'apparition d'*outsiders*, et une faiblesse des partis politiques.	Les systèmes électoraux en place ne parviendraient à garantir ni une juste représentativité (notamment des minorités) ni une bonne gouvernabilité (avec de fréquents cas de « cohabitation »), et de surcroît, dans certains pays, les dispositifs d'administration des élections sont régulièrement remis en cause, ce qui ne contribue guère à asseoir la crédibilité des processus électoraux.

Sources : Tableau élaboré par l'auteur.

Sous-hypothèse 1 : le comportement électoral

Dans un contexte de déception vis-à-vis de la démocratie, les comportements électoraux se caractériseraient soit par une désertion croissante (non-inscription, abstention, vote blanc ou nul), soit par un abandon à la rhétorique néopopuliste (vote de délégation à un leader charismatique[10]), soit par un vote de protestation (*voto bronca*) amenant de fréquentes alternances.

Cette sous-hypothèse 1 s'avère globalement invalidée en 2006. La désertion électorale est modérée, et face à des classes politiques discréditées, les

10. L'usage de la catégorie « leader charismatique » est évidemment très discutable. Mais l'on a cherché à désigner par là la présence d'une dynamique délégative, au sens de Guillermo O'Donnell. Dans une démocratie délégative, le président prétend incarner la nation, au-dessus des partis, et ignore les dispositifs de reddition de comptes (Guillermo O'Donnell, Delegative Democracy, *University of Notre Dame, Kellogg Institute, Working paper, 172, mars 1992).*

Extrait de la publication

Tableau 5 : Sous-hypothèse 1

	Comportement électoral dysfonctionnel		
Variables *Indicateurs*	**Désertion** *Abstention**	**Délégation** *Leader charismatique*	**Protestation** *Alternances*
Honduras**	44,6 %	Non	Oui (Manuel Zelaya)
Bolivie**	15,5 %	Oui (Evo Morales)	Oui (Evo Morales)
Chili**	13,1 % Non-inscrits : 21,2 %	Non	Non (Michelle Bachelet)
Costa Rica**	35 %	Non	Modérée (Oscar Arias)
Pérou**	16,2 %	Oui (Ollanta Humala)	Modérée (Alan García)
Colombie	54,9 %	Oui (Alvaro Uribe)	Non (Alvaro Uribe)
Mexique**	41,4 %	Oui (Andrés Manuel López Obrador)	Non (Felipe Calderón)
Brésil**	16,8 % Votes nuls : 5,68 % Votes blancs : 2,73 %	Oui (Lula)	Non (Lula)
Équateur**	29,3 % Votes nuls : 21,6 %	Oui (Rafael Correa et Alvaro Noboa)	Oui (Rafael Correa)
Nicaragua	25 %	Non	Oui (Daniel Ortega)
Venezuela	25,1 %	Oui (Hugo Chávez)	Non

* Au premier tour des élections présidentielles (sources officielles).
** Vote obligatoire (au Costa Rica et au Mexique, l'abstention n'est assortie d'aucune sanction).

Sources : Tableau élaboré par l'auteur à partir de données officielles.

citoyens latino-américains semblent certes avoir eu tendance à céder aux sirènes du populisme, mais sans que cela ne se traduise au final par de nombreuses alternances.

En matière de participation électorale, il convient toutefois de mentionner deux groupes de pays qui, pour des raisons opposées, se sont singularisés. Comme le souligne Jorge Lazarte (voir le chapitre 6), l'élection de E. Morales en Bolivie marque une rupture historique à plus d'un titre, et la participation électorale y a atteint des taux inégalés. Curieusement

Extrait de la publication

d'ailleurs, la Bolivie était en 2004 le pays d'Amérique latine où l'opinion selon laquelle le vote peut conduire à un changement politique était la plus minoritaire (37 %)[11]. La situation au Nicaragua est en apparence tout aussi contradictoire. Le soutien à la démocratie a chuté de 20 points entre 1996 et 2004, mais la participation électorale est restée à peu près constante. En 2006, l'abstention a été inférieure à 25 %.

À l'inverse, au Costa Rica et au Honduras, Willibald Sonnleitner (voir le chapitre 4) rappelle à quel point la désertion électorale s'accentue au fil des années, conséquence dans le premier cas de la crise politique provoquée par les scandales de corruption qui ont conduit à la condamnation de trois anciens présidents, et dans le second, de l'érosion d'un bipartisme qui perdure pourtant.

Dans les pays où la participation est la plus faible (Colombie, Mexique, Honduras), elle a avantagé les partis au pouvoir, comme si l'abstention avait attiré les partisans de l'opposition, résignés quant à la défaite prévisible de leur candidat. Naturellement, cette explication ne vaut pas pour le Mexique. Le Venezuela entre aussi dans cette catégorie où, depuis 1998, H. Chávez bénéficiait d'une démobilisation de l'opposition. L'abstention dans ce pays semblait être l'unique refuge des anticha-vistes, dans un contexte il est vrai de « fatigue électorale » (douze élections entre 1998 et 2006). L'élection de 2006 a toutefois marqué une rupture, avec une participation de près de 75 %[12].

Aucune tendance générale concernant l'abstention différentielle[13] ne semble pourtant pouvoir se dégager, dans la mesure où une participation nourrie, comme au Brésil ou au Pérou, a favorisé le candidat sortant (Lula) ou le candidat faisant barrage à un *outsider* (Alan García). Au Chili, la désertion prend la forme d'un refus de s'inscrire sur les listes électorales, surtout parmi les jeunes. Pour les inscrits, la forte

11. Voir Latinobarómetro 2004. *En 2006, dans la même logique, les Boliviens sont parmi les plus nombreux en Amérique latine à estimer que la forme la plus efficace pour « changer les choses » est la protestation collective (*Latinobarómetro 2006*).*

12. Ce pays possédait, avant la dégradation de sa démocratie dans les années 1990, une tradition de très forte participation électorale : entre 1958 et 1988, l'abstention pour les six élections présidentielles n'a été en moyenne que de 9,9 % (José Molina, La participación electoral en Venezuela*, San José de Costa Rica, Capel, 1989).*

13. La littérature considère souvent que l'abstention « différentielle » a tendance à pénaliser les sortants, dont les électorats sont démobilisés.

Extrait de la publication